

## Sivens, le déménagement du territoire en France

**Philippe Pelletier** Université Lyon 2

Ce qui se passe depuis deux ans dans la vallée du Tescou à propos du projet de barrage de Sivens (Tarn), et qui s'est brutalement accéléré avec la mort d'un jeune opposant, le 26 octobre 2014, suite à une charge nocturne de la gendarmerie, illustre à nouveau, et dramatiquement, le déménagement du territoire qui est actuellement à l'œuvre en France. Au même moment — et ce n'est pas une coïncidence fortuite — les plus hautes autorités finalisent deux grands chantiers à implications géographiques extrêmement fortes. D'une part, le Grand Paris, pour lequel le Premier ministre Manuel Valls vient de confirmer l'engagement étatique de 1,4 milliard à destination des transports franciliens. D'autre part, la Réforme territoriale concernant le regroupement des Régions qu'a confirmée le même Valls, et qui est adoptée par l'Assemblée nationale le 9 décembre 2014.

### **Top-down brutal**

La démarche top-down, du haut vers le bas avec un passage par la case du caciquisme local, caractérise à son tour ce qui se passe à Sivens comme ce qui s'est passé pour le projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes (cf. l'article de A.L. Pailloux dans ce numéro). Après avoir convaincu leur Conseil général, une poignée d'élus locaux, appuyés sur un lobby— ici des entreprises industrielles accompagnées d'un grand bétonneur national, là quelques agriculteurs affirmant qu'ils manquent d'eau— fait le forcing pour imposer un projet, ici un aéroport, là un barrage.

Leurs opposants, souvent bien informés, bien outillés, disposant de contre-enquêtes solides, sont regardés de haut, et quand la contestation mettant localement et nationalement à jour l'inutilité de ces grands projets avides de béton et d'arrangements entre amis se durcit, le pouvoir donne de la grenade.

On découvre également les manœuvres politiques. L'éphémère ministre de l'Écologie (de juin 2012 à juillet 2013), Delphine Batho, avait ainsi bloqué le projet du barrage

de Sivens<sup>1</sup>. En revanche, son successeur au même poste, Philippe Martin, ex-préfet, et président socialiste du Conseil général du Gers, département voisin du Tarn, a laissé filer les autorisations, probablement pour s'assurer ses arrières politiques dans la région.

Quant à Manuel Valls, il tente de se montrer plus matamore que son prédécesseur Jean-Marc Ayrault, pour réussir à Sivens ce qui n'a pas été obtenu à Notre-Dame-des-Landes, à savoir la fin de la contestation. Selon Philippe Maffre, agriculteur à Montans (Tarn) et membre de la Confédération paysanne, « il ne faut pas oublier que c'est lui qui, début septembre à Bordeaux, devant les jeunes agriculteurs européens, a assuré que le projet se ferait. Il s'est engagé sur ce dossier, sans doute pour faire plaisir à son auditoire. Mais le message était clair. Comme il était clair que, désormais, c'était par la force qu'ils allaient essayer de faire respecter cette décision »<sup>2</sup>.

De fait, tous les témoignages concordent pour reconnaître que, depuis septembre, les forces de l'ordre ont durci leurs interventions à Sivens face aux opposants, et d'une manière encore plus vigoureuse qu'à Notre-Dame-des-Landes selon certains témoignages.

### **Productivisme ou État de droit menacé ?**

Au lendemain de la mort de Rémi Fraisse, un rapport commandé par l'actuelle ministre de l'Écologie, Ségolène Royal, livre opportunément ses conclusions : le projet de barrage (1,5 million de m<sup>3</sup>) est disproportionné par rapport aux besoins. Entre-temps, la demande aussi bien pour l'irrigation que pour l'épuration des eaux se serait réduite à la suite d'une diminution du nombre d'agriculteurs (une quarantaine au mieux) et de l'équipement environnemental de deux installations (une coopérative laitière et la modernisation d'une station d'épuration)<sup>3</sup>.

Un élu écologiste comme Yves Jadot entretient cependant la confusion sur la nature de ce type de projets en déclarant que « quand il s'agit de préserver le monde d'hier, les collusions entre les intérêts productivistes et politiques donnent le sentiment de

---

<sup>1</sup> « Sivens, barrage à contretemps », *Libération*, 30 octobre 2014.

<sup>2</sup> *L'Humanité*, 30 octobre 2014, p. 12.

<sup>3</sup> Xardel Victoria, Berlan Aurélien (2014) : « À Sivens, après les arbres, un homme ». *Libération*, 29 octobre.

jouer à plein »<sup>4</sup>. Productivisme ? De quoi s'agit-il vraiment ? Le productivisme est ici compris comme un système où l'on *produit pour produire* alors que, en réalité, le système actuel, capitaliste, *produit pour vendre*. Il y a là une nuance, une grosse nuance.

Mieux encore : cette précision met en avant le fait que la société actuelle repose sur l'exploitation économique (l'extorsion de la plus-value ou de l'aubaine via le salariat et son garant, l'État) et sur l'échange marchand (non pas le simple jeu de l'offre et de la demande, mais la manipulation asymétrique du marché). Parler d'*agro-industrie capitaliste* ou de *capitalisme agro-industriel* serait plus juste que de brandir le *productivisme*, mais probablement s'agit-il de gros mots quand on parle de *capitalisme*.

Il faut alors se demander ce qui est vraiment en jeu à Sivens : l'intérêt de quelques cultivateurs de maïs ou bien l'autorité de l'État, expression ultime des collectivités locales, qui détient le monopole de la violence légitime ? N'y a-t-il pas la nécessité pour lui de réprimer toutes les forces sociales susceptibles de le contester ?

Les violences précédentes des Bonnets rouges en Bretagne, matériellement, numériquement et symboliquement bien plus considérables que celles des manifestants à Sivens, n'ont d'ailleurs pas attiré la même répression puisque, au fond, ils ne contestent pas le système. Au contraire, ils y participent par leur réseau d'élus de droite comme de gauche, par l'industrie agro-alimentaire bretonne, celle-là massive, polluieuse et exportatrice, et son corollaire avec le transport par camions sur des autoroutes gratuites financées par le contribuable français, navarrais, corse ou alsacien.

### **Un enjeu social**

L'argument selon lequel « il faut utiliser les fonds européens dégagés pour le projet sans quoi on perd tout » ressemble plus à un sanglot bureaucratique qu'à une réelle volonté d'aménager un territoire... Mais pour qui ?

Car comme à Notre-Dame-des-Landes, la contestation à Sivens met en branle des aspirations communes contre une société marchande et bétonneuse, mais diverses

---

<sup>4</sup> *Libération*, 29 octobre 2014, p. 5.

dans sa composition sociologique et sa stratégie politique. Il ne faudrait toutefois pas réduire la question à une opposition entre écologistes locaux réformistes et anarchistes bagarreurs venus d'ailleurs, ni même entre violents et non-violents, une distinction tracée par le pouvoir, les médias dominants et les chrétiens non-violents qui édulcore d'autres formes de violence plus structurelles (l'expropriation, la dépossession, le capital réduisant tout...). La situation est plus complexe que cela.

Plus globalement, ces résistances traduisent une sorte de spécificité française. Alors que dans les autres pays les nouveaux mouvements sociaux du type « Indignés » ou « Occupy » prennent possession d'une place publique métropolitaine (Wall Street, Madrid, Istanbul, Le Caire, Hong Kong...), ou même un lieu politiquement fort (comme le parlement taiwanais occupés par des Indignés pendant plusieurs jours, événement passé inaperçu dans les médias français), ce n'est pas le cas en France, malgré plusieurs tentatives.

En revanche, la contestation s'établit en zone rurale, un peu comme jadis au Larzac ou à Plogoff, toutes choses égales par ailleurs. Même le cas du val de Susse, dans le Piémont italien, où perdure un important mouvement d'opposition à la construction de la ligne TGV Lyon-Turin (*No Tavi*), est géographiquement différent puisqu'il s'agit d'une région rurale, agricole, industrielle et touristique encore vivace.

Certes, selon le mot d'ordre repris par la plupart des opposants, « il n'y a pas de luttes locales » puisque le sort de la Planète, en réalité celui de l'Humanité si l'on veut se garder de la novlangue écolo, serait en jeu. Mais sous-estimer la territorialité locale soulève des questions d'ordre stratégique. Car sur qui s'appuyer pour mener la lutte : des « zadistes » nomades ou bien des habitants résidents ? Ou bien les deux, mais à quelles conditions et dans quelle interrelation ? À nouveau, c'est la question de l'habitation et de la propriété du sol qui est posée comme au temps de la Première Internationale.

La difficulté, et l'enjeu, résident dans la jonction entre les habitants locaux, ruraux et paysans, et les jeunes citadins ou ex-citadins venus de plus loin dans une sorte de ré-enracinement hybride plus mobile que durable a priori —l'avenir nous montrera ce qu'il en est. D'un autre côté, leurs congénères banlieusards d'origine immigrée semblent apparemment plus tentés de faire le Djihad au Proche-Orient, au moins

pour quelques-uns, que de rejoindre ces jeunes citadins néo-ruraux dans la nature nantaise, tarnaise ou, bientôt, iséroise (projet de parc d'attraction contesté à Royon). Mais ce qui les réunit, c'est une société française dominée par le chômage ou l'angoisse consumériste qui ne leur offre guère de perspectives réjouissantes.

**A propos de l'auteur : Philippe Pelletier** - Université Lyon 2

**Pour citer cet article : Philippe Pelletier**, " Sivals, le déménagement du territoire en France " *justice spatiale* | *spatial justice*, n° 7 janvier 2015, <http://www.jssj.org>